

## **Communiqué de presse Pour diffusion immédiate**

### **Projet de loi 106 sur les hydrocarbures En imposant le bâillon, Québec va jeter de l'huile sur le feu**

**Montréal, le 9 décembre 2016** – Jugeant totalement inadmissible qu'un quelconque motif d'urgence soit invoqué pour justifier l'emploi du bâillon, plusieurs organisations environnementales joignent leur voix ce matin pour implorer les parlementaires québécois à faire preuve de discernement. Dans l'intérêt supérieur du Québec, ces derniers doivent adopter sans tarder et à l'unanimité la section du projet de loi 106 qui porte sur la transition énergétique, tout en reportant à plus tard l'analyse de la section sur les hydrocarbures. Pour le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement du Québec (RNCREQ), Greenpeace, la Fondation David Suzuki, la Coalition Saint-Laurent, la Société pour la nature et les parcs (SNAP Québec), l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), le Regroupement vigilance hydrocarbures Québec, et Nature Québec, l'adoption précipitée de la loi sur les hydrocarbures ne va qu'envenimer encore davantage le climat social déjà fortement perturbé dans ce dossier.

#### **L'urgence est à la transition, pas à l'exploitation des hydrocarbures**

Ce que ces organisations déplorent en particulier, c'est que le bâillon vient saboter le consensus historique de la société québécoise en faveur de la mise en œuvre de la transition énergétique. Il s'agit d'un formidable projet de société qui s'articule autour de la mise en valeur des ressources qui font la fierté des Québécois – les technologies propres et les énergies renouvelables – et qui offre enfin l'espoir d'un développement économique et social durable dans toutes les régions du Québec.

Rien ne peut justifier l'entêtement de Québec à vouloir à tout prix adopter la section sur les hydrocarbures, un sujet qui lui, divise profondément les citoyens depuis 10 ans et qui déchire des communautés, des organisations et même les partis politiques. En bref, c'est un dossier hautement explosif qui n'apporte pour le moment qu'illusions, distractions et division.

L'urgence, c'est de s'engager avec détermination sur la voie de ce qui nous rassemble. Faisons taire ceux qui croient que les Québécois s'opposent à tout, et faisons la démonstration qu'ils sont capables d'avancer avec détermination sur la voie de la transition énergétique.

#### **Consulter pour finalement imposer ?**

Depuis 2010, la population a été consultée de toutes les manières possibles sur le sujet des hydrocarbures. Malgré tous ces efforts, force est d'admettre qu'il n'a pas été possible d'établir un quelconque rapprochement sur le sujet. Multiplier les consultations ne garantit pas l'acceptabilité sociale. Surtout, ce n'est pas en ignorant les recommandations des citoyens qu'on favorise le consensus.

Comme si ce n'était pas assez, on s'apprête aujourd'hui à contourner nos règles démocratiques, avec le bâillon, pour imposer une vision qui fait l'objet d'une large opposition. Quelle ironie d'ailleurs de voir le gouvernement procéder de la sorte, lui qui a mis en place le Chantier de l'acceptabilité sociale. Alors qu'il reconnaît le rôle central que joue de plus en plus

l'acceptabilité sociale dans le développement des ressources naturelles, à la première occasion, il renonce lui-même à appliquer les conditions de réussite minimales.

- 30 -

**Renseignements :**

Cédric Chaperon, RNCREQ : 514 237-5323

Sylvain Archambault, Coalition Saint-Laurent : 514 903-3524

Carole Dupuis, Regroupement vigilance hydrocarbures Québec : 438 884-8200

Gabriel Marquis, Nature Québec : 581 307-8613

Patrick Bonin, Greenpeace : 514-594-1221